

NIGER

Présidentielle aujourd'hui pour clore un an de régime militaire

Les Nigériens vont choisir leur nouveau président aujourd'hui après un an de régime militaire, un scrutin disputé par trois anciens proches et un opposant de toujours du chef d'Etat déchu Mamadou Tandja.

Dans ce pays enclavé du Sahel, l'un des plus pauvres du monde désormais sous la menace grandissante d'Al-Qaïda, quelque 6,7 millions d'électeurs sont appelés aux urnes de 08h (07h GMT) à 19h pour la présidentielle, couplée à des législatives.

Après la clôture de la campagne samedi à minuit, Niamey, balayée par l'harmattan, un vent du Sahara, avait retrouvé hier sa torpeur ordinaire. Dans les rues quasi-désertes, les affiches des favoris rappelaient toutefois la bataille à venir. Cinquante ans après l'indépendance de cette ex-colonie française abonnée aux coups d'Etat, il s'agit de tourner la page de la junte militaire au pouvoir depuis son putsch du 18 février 2010 contre le président Tandja. Promesse tenue : aucun membre de la junte ne se présen-

te au scrutin. A l'issue d'un probable second tour le 12 mars, un civil sera investi chef de l'Etat le 6 avril.

Dix candidats, toujours les mêmes ténors depuis 20 ans, mais un grand absent: le septuagénaire Mamadou Tandja, au pouvoir de 1999 à 2010. Il avait provoqué une grave crise en changeant la Constitution pour se maintenir après son second et dernier quinquennat légal.

Retenu dans une villa dans l'enceinte de la présidence pendant près d'un an, il suivra l'élection depuis la prison proche de Niamey où il a été jeté mi-janvier pour de présumées malversations financières. Arrivé en tête aux municipales le 11 janvier, son éternel opposant Mahamadou Issoufou, chef du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme

(PNDS), a un espoir: «gouri daïdaï locatchi» (l'heure de la victoire a sonné, en langue haoussa), son slogan de campagne. Mais la situation s'est compliquée pour lui cette semaine quand deux de ses alliés en vue du second tour, Hama Amadou et Mahamane Ousmane, l'ont lâché pour s'allier avec Seini Oumarou.

Candidat du Mouvement national pour la société de développement (MNSD), parti de M. Tandja arrivé deuxième aux locales, M. Oumarou se présente comme «l'héritier» du président renversé. Hama Amadou fut comme Seini Oumarou Premier ministre de M. Tandja avant de tomber en disgrâce, et l'ancien président Mahamane Ousmane fut longtemps le principal soutien du régime Tandja. Ces derniers jours, les quatre favoris ont donné meeting sur meeting, après avoir tardé à se lancer dans la campagne. La plupart des candidats avaient espéré un report du scrutin, invoquant

notamment le rejet de nombreuses listes aux législatives pour des problèmes d'organisation. Si le chef de la junte, le général Salou Djibo, a refusé un report au nom du respect des engagements, des menaces planent cependant, souligne une source diplomatique occidentale à Niamey. «Le Parlement ne sera pas représentatif, il risque de ne pas durer», craint-elle. Le nouveau président aura des défis titanesques à relever, à commencer par la lutte contre la pauvreté qui frappe 60% d'une population éprouvée aussi par des crises alimentaires cycliques. Il devra enfin enrayer le péril Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), qui multiplie les rapt d'Occidentaux au Sahel. Les jihadistes ont enlevé le 7 janvier deux jeunes Français, tués le lendemain lors d'un sauvetage manqué au Mali. Le rapt était survenu pour la première fois en plein Niamey, jetant une lumière crue sur la faiblesse de l'Etat.

MAROC

Grève du personnel des écoles publiques en février

Les fonctionnaires marocains des écoles publiques de l'enseignement primaire et secondaire observeront trois jours de grève les 8, 9 et 10 février prochain, à l'appel de trois organisations syndicales.

Les directeurs d'établissements, surveillants généraux, enseignants du secteur de l'éducation nationale ont décidé de ce débrayage pour dénoncer la situation «inacceptable» des fonctionnaires licenciés, qui ne bénéficient pas de reclassement à l'échelle supérieure au même titre que les nouveaux diplômés. «Ils sont plus de

60 000 fonctionnaires dans l'éducation nationale ayant la licence qui souffrent de cette situation», a déploré un syndicaliste estimant que leurs revendications de passage de l'échelon 9 à 10 sans concours étaient «légitimes». Il a ensuite souligné qu'il était «insensé de voir les nouveaux diplômés recrutés sur la base de leurs diplômes à cette échelle et qu'on imposait un examen aux anciens licenciés fonctionnaires de l'éducation nationale ayant des années d'expérience». Par ailleurs, les syndicats qui ont fait appel à ces trois jours de grève, ont revendiqué dans un commu-

niqué commun «l'accès aux concours d'agrégation et d'inspecteur de l'éducation nationale, réservé actuellement uniquement aux enseignants des lycées» et exigé «le droit au classement hors-échelle à tous les fonctionnaires de l'éducation nationale de l'enseignement primaire et secondaire». Les initiateurs de cette grève, à savoir l'Union marocaine du travail (UMT), l'Union nationale du travail au Maroc (UNTM) et la Confédération démocratique du travail (CT) prévoient un autre mouvement de protestation en mars prochain, a-t-on indiqué.

FRANCE

Spéculations sur la santé de l'ex-président Chirac avant son procès

Les spéculations sur l'état de santé de l'ancien président français Jacques Chirac et sur sa capacité à comparaître cette année dans une affaire d'emplois fictifs quand il était maire de Paris ont été relancées hier, à la veille d'une audience judiciaire technique.

Aujourd'hui, le tribunal de grande instance de Paris doit confirmer que les deux enquêtes distinctes visant l'ancien président (1995-2007) pour ces présumés emplois de complaisance seront bien jugées en même temps en mars. Les avocats de Jacques Chirac, 78 ans, pourraient en profiter pour demander «un renvoi de quelques mois du procès», avait affirmé, il y a une semaine, le journal *Le Monde*, relançant les spéculations sur l'état de santé de l'ex-président, très populaire en France et dont les moindres faits et gestes sont scrutés par les médias.

A la veille de l'audience, l'hebdomadaire *Le Journal du Dimanche* consacre deux pleines pages sur «la grande épreuve» qui attend Jacques Chirac, incluant une «enquête sur l'état de santé» de l'ancien chef de l'Etat. Dans cet article, un «proche» dit être sorti «triste» d'un entretien avec

«l'ombre du grand Chirac qu'il a connu». Devant lui, l'épouse de M. Chirac, Bernadette, «a prononcé le mot Alzheimer».

Mais l'entourage de Jacques Chirac conteste officiellement les problèmes de santé de l'ancien chef de l'Etat qui, depuis son accident vasculaire cérébral en 2005, a la démarche hésitante. «On ne sort pas indemne d'un tel accident», fait valoir un de ses proches, en soulignant que l'ancien président ne souffre d'aucune paralysie, contrairement à nombre de victimes d'AVC.

Mais plusieurs de ses visiteurs admettent, sous couvert de l'anonymat, qu'il a des «absences», des «pertes de mémoire», qu'il «lui arrive de ne pas reconnaître les gens, même des proches». Dans ce contexte, le procès de Jacques Chirac, prévu devant le tribunal correctionnel de Paris du 7 mars au 8 avril, sera très suivi par les médias.



Photo : DF

L'ancien président est soupçonné d'avoir permis que des personnes travaillant essentiellement pour son parti politique soient rémunérées par la Ville de Paris, à l'époque où il en était le maire (1977-1995). Protégé par son statut de chef de l'Etat, il n'avait pas été jugé lors d'un précédent procès sur cette affaire qui avait débouché en 2004 sur plusieurs condamnations. Renvoyé pour «détournements de

fonds publics» et «abus de confiance», Jacques Chirac encourt en théorie 10 ans de prison et 150 000 euros d'amende.

Mais la pression judiciaire s'est atténuée, car l'ancien président va se retrouver dans un procès sans victime, après un accord financier passé avec la mairie de Paris, et sans accusation, puisque le parquet avait auparavant réclamé un non-lieu.

IRAN

Téhéran annonce de nouvelles fusées et de nouveaux satellites

L'Iran a annoncé hier qu'il allait dévoiler une nouvelle gamme de fusées et de satellites début février à l'occasion des cérémonies marquant le 32^e anniversaire de la Révolution islamique.

Le ministre de la Défense, Ahmad Vahidi, a annoncé que les autorités allaient dévoiler deux fusées, Safir 1-B et Kavoshgar 4, et deux satellites, Rasad et Fajr, pendant les 10 jours de célébrations qui débiteront le 1^{er} février, selon le site internet de la télévision d'Etat.

Chaque année, l'anniversaire de la Révolution islamique qui a renversé le régime du Shah en 1979 est l'occasion pour Téhéran d'évoquer ses progrès scientifiques et techniques. La fusée Safir (ambassadeur) 1-B peut transporter un satellite de 50 kg en orbite elliptique de 3a00 à 450 km, tandis que Kavoshgar (explorateur) 4 a un rayon d'action de 120 kilomètres, selon le site de la télévision. Dans le même temps, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a inauguré hier un nouveau centre d'entraînement et de recherche spatiale, selon les médias locaux. Fin décembre, M. Vahidi avait annoncé pour avant mars le lancement d'un satellite de reconnaissance, baptisé Fajr (aube), ainsi que d'un autre satellite, Rasad (observation), dont le lancement était initialement prévu pour août 2010.

En février 2009, le lancement du premier satellite construit en Iran, Omid (espoir), avec une fusée Safir 2, avait inquiété les Occidentaux, qui redoutent que cette technologie ne soit utilisée à des fins militaires. Téhéran dément avoir des objectifs militaires en matière spatiale ou nucléaire, mais les Occidentaux soupçonnent fortement l'Iran de chercher à se doter de l'arme atomique, ainsi que de capacités balistiques à longue portée, afin de disposer de missiles capables de délivrer des têtes nucléaires.